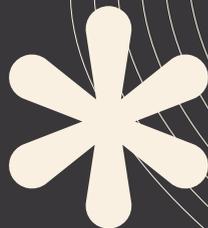


LES LACUNES POLITIQUES DANS LES CORE LABS DE RESILIAGE

5ème édition - 15 mars 2025



INTRODUCTION

RESILIAGE est un projet de recherche européen de trois ans (2023-2026) axé sur le renforcement de la résilience des communautés par l'intégration du patrimoine culturel et naturel dans la réduction des risques de catastrophe (RRC). Financé par Horizon Europe, il explore comment le patrimoine, en tant que ressource importante des communautés locales, peut renforcer la résilience sociétale face aux risques naturels et aux événements extrêmes. En menant des recherches sur le terrain et en impliquant les communautés dans des scénarios multirisques, RESILIAGE vise à co-générer des connaissances exploitables, permettant aux communautés de mieux se préparer et d'atténuer les risques de catastrophe, tout en s'attaquant aux effets du changement climatique.

Le projet est dirigé par le Politecnico di Torino et implique 18 partenaires de 10 pays, dont des premiers intervenants, des décideurs politiques, des associations de citoyens et des organisations patrimoniales. Grâce à ses **cinq laboratoires CORE** (COmmunity REsilience Labs) établis dans cinq pays différents - **Famenne-Ardenne (B), Crète (GR), Naturtejo (PT), Trondheim (NO) et Karsiyaka (TR)**-, RESILIAGE utilise un cadre **Systemic Resilience Innovation (SyRI)** pour analyser la gouvernance, l'interaction sociale et d'autres facteurs critiques. Ce cadre permet d'identifier et d'améliorer les pratiques qui renforcent la résilience des communautés, en utilisant le patrimoine culturel dans la gestion des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique. En outre, chaque laboratoire CORE se spécialise dans une échelle de gouvernance spécifique, notamment le district urbain, la municipalité, le réseau de municipalités, la région et l'interrégion.

En engageant les parties prenantes dans des processus collaboratifs et participatifs, le projet cherche à **créer des outils numériques** et des **solutions douces** qui renforcent la préparation des communautés et promeuvent des stratégies à long terme pour la résilience aux catastrophes.

CONTENU

La Brochure #5 : Les lacunes Politiques dans les CORE Labs de RESILIAGE

présente les principaux résultats de l'analyse des plans de préparation aux catastrophes au sein des CORE Labs de RESILIAGE. Le rapport s'est concentré sur l'identification des lacunes politiques, l'évaluation des stratégies de préparation et la mise en évidence des défis rencontrés par les CORE Labs de **Famenne-Ardenne, Crète, Naturtejo, Trondheim et Karşıyaka**. L'objectif est de soutenir le développement de **directives plus efficaces pour les plans de préparation**, intégrant diverses perspectives sur les catastrophes, les contextes locaux et les scénarios multi-risques.

Un Cadre d'Analyse structuré a été développé pour évaluer les plans de préparation de chaque CORE Lab. L'évaluation a inclus une **revue de la littérature** portant sur les documents politiques aux niveaux national, régional et municipal, des **entretiens avec les partenaires** des CORE Labs, des **ateliers avec les parties prenantes** telles que les experts, les citoyens, les premiers intervenants et les autorités publiques, ainsi que des **études de terrain** axées sur le patrimoine culturel, les besoins locaux et les environnements institutionnels.

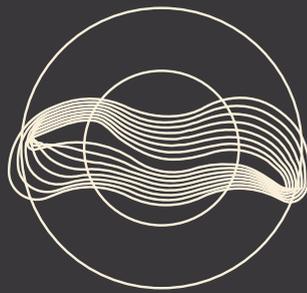
Cependant, la revue de la littérature a mis en évidence **plusieurs lacunes et obstacles majeurs** dans la planification de la préparation aux catastrophes à travers les CORE Labs. **Une implication citoyenne limitée** a été observée, avec une participation minimale des résidents dans les phases de planification de la gestion des risques de catastrophe. Le **manque de sensibilisation et de formation**, avec une éducation insuffisante et des mesures proactives limitées, ont conduit à une réponse inefficace aux catastrophes. De plus, **l'engagement communautaire** pendant les phases de préparation, de réponse et de relèvement était **faible**, réduisant ainsi la résilience globale.

Des problèmes de coordination ont émergé en raison de **rôles ambigus des organismes et de missions redondantes**, entraînant des inefficacités lors des interventions. Par ailleurs, **des contraintes budgétaires** ont limité les investissements dans les activités de préparation, la résilience des infrastructures et les capacités d'urgence. La revue de la littérature a également révélé **une faiblesse des partenariats** entre les agences gouvernementales et les ONG, créant des lacunes dans **la distribution de l'aide**

et la gestion des ressources. La protection du patrimoine culturel a été négligée, avec **aucune implication des experts du patrimoine** dans les processus de gestion des risques de catastrophe.

Des obstacles dans la mise en œuvre des politiques ont également été soulignés. **Les barrières linguistiques** ont créé des difficultés d'accès aux politiques locales. Il y avait aussi un **décalage entre la politique et la pratique**, certaines institutions démontrant des pratiques efficaces malgré des politiques inadéquates, tandis que d'autres échouaient à mettre en œuvre des plans pourtant bien rédigés.

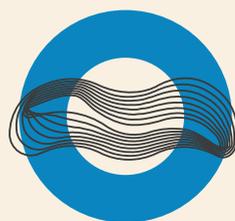
Dans les pages suivantes, nous nous concentrerons sur **l'identification des lacunes et des forces** dans les domaines clés afin **d'orienter des stratégies plus efficaces de préparation et de réponse aux catastrophes** dans le cadre du projet **RESILIAGE**.



Core Lab

**Famenne - Ardenne
BELGIUM**

FAMENNE-ARDENNE CORE LAB



Core Lab

**Famenne - Ardenne
BELGIUM**

LES LACUNES ET LES OPPORTUNITÉS DANS LA GESTION DES CATASTROPHES EN FAMENNE-ARDENNE

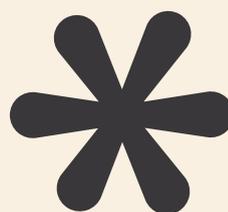
Le système de gestion des urgences en Belgique est bien défini aux niveaux communal, provincial et fédéral. Lors du passage à la phase fédérale, trois organes sont activés au sein du Centre de crise national : une cellule d'évaluation, une cellule de coordination et une cellule d'information.

Au niveau opérationnel, chaque situation d'urgence est gérée par les services d'intervention. Leurs missions sont réparties en **cinq disciplines** au sein d'un poste de pilotage : **les secours, les services médicaux, sanitaires et psychologiques, la police, le soutien logistique et l'information des citoyens (discipline 5).**

Cadre institutionnel et administratif

Il existe **un manque d'intégration claire et d'harmonisation** entre les niveaux de gouvernement, notamment lors de la transition entre les phases provinciales et fédérales. Les rôles et responsabilités peuvent se chevaucher, entraînant **des retards potentiels** dans la prise de décision en situation de crise.

Les problèmes de **coopération et de coordination** affectent l'efficacité des réponses aux catastrophes. Bien que des exercices périodiques soient réalisés par les institutions et les premiers intervenants, **l'absence de coordination** rend difficile la mise à jour des procédures et des checklists par les parties prenantes. Une lacune majeure réside dans **l'absence de mécanismes impliquant la société civile** dans la phase de planification de la préparation.



Financement et ressources

L'absence d'une **allocation budgétaire spécifique** pour la gestion des risques, entre les différents niveaux de gouvernement et acteurs concernés, constitue un défi majeur. Les **ressources financières limitées** compliquent l'exécution des obligations de gestion des risques, particulièrement dans les **communes et régions sous-financées**.

Évaluation des risques multi-aléas

Bien que des analyses détaillées existent au niveau national pour plusieurs types de risques, **seuls les risques d'inondation** ont été évalués de manière approfondie dans la région. Le **Plan de gestion des risques d'inondation pour la Wallonie** manque de données statistiques détaillées et d'analyses basées sur les SIG (systèmes d'information géographique), limitant la précision des stratégies de réduction des risques.

Il n'existe **aucune approche intégrée** pour évaluer les vulnérabilités face à d'autres aléas (par exemple, les **données sont limitées sur les populations réfugiées et leur exposition aux risques**).

Infrastructures critiques et protection de l'environnement

Bien que les infrastructures critiques soient identifiées et que les institutions concernées (publiques ou privées) communiquent efficacement avec le gouvernement, il **n'existe aucune référence** concernant des plans supplémentaires pour l'approvisionnement en énergie ou en eau en cas d'urgence.

Les infrastructures anciennes et les bâtiments **ne sont pas conformes aux dernières réglementations**.

La **protection de l'environnement** est absente des plans de gestion des risques. Malgré les plans d'adaptation environnementale dont disposent les villes de la région, **aucun lien n'est établi avec les plans de gestion des risques**.

Réglementation des bâtiments et planification de l'occupation des sols

La Wallonie a pris des mesures pour intégrer le **développement durable** dans la reconstruction post-catastrophe. Des plans de zonage tenant compte des risques de catastrophes ont été préparés. Cependant, il **n'existe aucune référence** aux **réglementations nationales en matière de construction**.

Le **manque de capacité technique et d'expertise** parmi les fonctionnaires locaux complique l'application effective des mécanismes de contrôle des constructions.



Le patrimoine comme moteur de résilience

Il existe une **absence notable de plans complets** pour protéger le **patrimoine culturel tangible** dans la gestion des risques de catastrophe. Bien que l'outil en ligne **CORTEX** permette d'enregistrer les impacts des inondations, **la préservation du patrimoine culturel (matériel et immatériel)** nécessite une attention renforcée et une intégration dans les stratégies globales de gestion des risques.

Formation, éducation et sensibilisation du public

En dépit du fait que la Belgique dispose de **programmes de formation et d'éducation** pour la gestion des urgences, il est nécessaire de promouvoir davantage **des exercices de formation intersectoriels et multi-aléas**.

Les campagnes de sensibilisation, bien que présentes, **restent insuffisantes** en termes de portée et d'impact pour informer efficacement les citoyens sur les risques et les mesures de préparation individuelle.

Les plateformes nationales offrent des ressources informatives multilingues pour les citoyens, mais **l'engagement et la sensibilisation du public demeurent limités**.

Préparation, alerte précoce et réponse efficace

Les technologies et les canaux de diffusion des alertes nécessitent des **améliorations continues** pour garantir une couverture plus large et une communication plus fiable.

Le système **BE-Alert** est largement déployé, néanmoins, il fait face à des défis liés à **la sensibilisation du public et à sa participation**.

Reconstruction et relèvement

Les processus de relèvement et de reconstruction sont structurés mais **ne disposent pas d'un budget dédié** à la gestion des risques, ce qui peut **retarder** la mise en œuvre des mesures nécessaires après une catastrophe.

Le processus d'apprentissage post-crise doit être mieux intégré dans les stratégies de gestion des urgences pour garantir une amélioration continue.

L'outil en ligne **CORTEX** pour les inondations pourrait servir de modèle pour d'autres types de catastrophes.

Les parties prenantes signalent également **l'insuffisance des aides financières et des incitations** destinées aux entreprises et aux citoyens.

WEBSITE

www.resiliage.eu

CONTACT US

info@resiliage.eu

FOLLOW US

[!\[\]\(e10773081adcaeab632f9dd4c8931cd5_img.jpg\)](#) [!\[\]\(4679d51b5fe73300b80b25131a7b4f6f_img.jpg\)](#) [!\[\]\(c4995a2b314499feecd3fc0856943f45_img.jpg\)](#) [!\[\]\(caaa8d185ae77722815c9407863c1156_img.jpg\)](#) [!\[\]\(71a2de970d2f6efe0fc3e37f8831bacc_img.jpg\)](#) @ResiliageEU

OUR CONSORTIUM

